

2015 : une nouvelle année « Hollandibilis ».

Posté le : 2 janvier 2016 12:24 | Posté par : Blog du cercle des économistes e-toile

Catégorie: Concepts fondamentaux, Crise systémique, Histoire économique récente, Economie et politique

Eric Zemmour signe un billet dans le Figaro Magazine où il se réjouit que la question « qui sommes-nous ? » remplace celle de « combien gagnons-nous ? ». « Les questions économiques avaient imposé leur diktat au politique transformant les politiques en administrateurs et en hommes de spectacle ».

On ne voit pas trop pourquoi l'économie aurait transformé les hommes politiques en « guignols de l'info ». L'évolution des médias suffit seule à expliquer cette mutation. On ne voit surtout pas pourquoi l'urgence économique se serait tout à coup évanouie.

La vérité est que les politiques évacuent systématiquement l'économie du champ électoral. Les deux dernières élections présidentielles en témoignent. Nicolas Sarkozy ne voulait pas voir venir la crise et annonçait des croissances mirobolantes grâce à son « américanisme », un peu comme le facteur Tati faisait des tournées « à l'américaine » dans Jours de Fête. François Hollande expliquait la crise par les erreurs de son prédécesseur, ce pelé et ce galeux, et entendait revenir en deux coups de cuillères à pot à la prospérité française en sanctionnant la finance, en faisant payer les riches et en ne signant pas « tel quel » le traité Merkozy. Il est clair que les élections prochaines verront une nouvelle fois les réalités économiques évacuées du débat public. Sauf pour Eric Zemmour qui prétend que « tous ces grands esprits entendent qu'on parle à nouveau du chômage d'économie, de fiscalité ».

L'année 2015 signe une défaite nouvelle pour François Hollande sur à peu près tous les aspects de l'intérêt national mais surtout sur le front économique. Ceux qui pensaient que l'année Horribilis de 2013 aurait servi de leçon en sont pour leurs frais. Nous avons eu 2014 puis 2015, une nouvelle année Hollandibilis, en dépit de tous les espoirs, soulignés à grands coups de trompettes médiatiques, que suscitaient le passage à une politique de l'offre et « l'alignement des planètes » (dévaluation de l'euro, baisse des prix du pétrole, baisse des taux d'intérêt, plan d'investissement européen...). Tous les indicateurs économiques marquent des aggravations : déficits extérieurs, dépenses publiques, prélèvements, emploi marchand, dettes, chômage, prix, construction etc. La déflation, crainte en début d'année, s'est installée, avec encore une baisse des prix pour le dernier mois connu.

Le candidat puis président Hollande l'avait annoncé sans vergogne : « Je distribuerai en fin de mandat ». Il débite désormais son chapelet de mesures électoralistes. Inlassablement, il accumule les gracieusetés payées par les autres. Il le fait en restant totalement indifférent à l'état courant de l'économie. Il le fait avec un mépris total des conséquences à moyen et long termes. On ne voit pas très bien où Zemmour a vu Hollande en « administrateur ». Alors que l'économie stagne, il cadre sa réélection par des mesures démagogiques ciblées prévues longuement à l'avance et qui aggraveront tout.

La généralisation du tiers payant est la mort de la médecine libérale, puisqu'elle fait des médecins des otages absolus des décisions de rémunération déléguées à la Sécurité sociale, organisme bureaucratique dirigée par les syndicats, incapable de se réformer et ruinée, qui se moque totalement du niveau de vie des médecins tant qu'il n'est pas en dessous du plus faible des salaires du plus mal

classé de leurs apparatchiks. On les prive même de leur liberté d'appréciation en matière médicale en les subordonnant à des instances administratives régionales meublées d'incompétents (c'est pour cela qu'ils ont choisi ce métier). Leur paupérisation est programmée. Qu'importe que désormais les queues et les délais s'allongent partout en France et qu'on parle désormais de déserts médicaux. La gratuité, c'est-à-dire le paiement par les autres, entraîne toujours la répression des producteurs, la surveillance des consommateurs, la ruine des financeurs, et la raréfaction des produits et services.

La réduction autoritaire et le blocage des loyers imposés par la loi imbécile d'une certaine Duflot, qui pense que sa nullité agressive lui vaut mérite et la pousse vers les sommets de l'Etat, aura les mêmes conséquences à terme que les lois de 1948 : la raréfaction des logements à louer ; l'aggravation du mal logement ; des tensions partout. Associées à des surtaxations extravagantes, les mesures annexes de la loi imposent de nouvelles règles extrêmement coûteuses, qui ont provoqué la chute des mises en chantier. Alors on a aggravé la violence contre les propriétaires. On parlait de freiner l'activisme idéologique des lobbies malthusiens en matière de normes coûteuses, voilà que le mois de janvier voit mille règlementations se mettre en place qui font flamber le coût des copropriétés : Collectivisation des mutuelles de santé avec une hausse des coûts importantes pour tout le monde, (employeurs comme salariés), au seul profit des assureurs, devenus des assistants du Trésor ; paperasserie et obligations nouvelles des syndicats qui font flamber les honoraires ; obligations médicales diverses, comme la pose en pleine vue de défibrillateurs dans les porches... Ici encore on pare les conséquences à court terme en prenant des mesures radicales comme une hausse prévue par Mme Hidalgo de 100% de la taxe d'habitation sur les résidences secondaires (alors qu'elle avait annoncé qu'elle n'augmenterait pas les impôts !) ou les projets de taxe d'habitation sur les maisons non habitées. Bien relire la phrase : on taxe un habitant même quand il n'existe pas. Les socialistes traversent toutes les logiques et mettent à bas tous les principes pour faire face aux conséquences de l'imprévision des conséquences de leurs propres décisions, en aggravant tout. C'était la « logique » folle de l'Union Soviétique, où chaque nouvelle décision, imposée par les conséquences des précédentes, violait tous les principes et faisait de la vie quotidienne un enfer délirant.

La « gratuité de la vie » est un grand must socialiste. « A chacun selon mes besoins électoraux » est le leitmotiv. Après l'extension des allocations aux 18-25 ans, voici qu'on subventionne les petits salaires. La rémunération n'est plus fonction de l'utilité sociale du poste mais de l'idée que se fait le Président de ses besoins électoraux. Ce n'est plus l'économie qui, par son progrès, fait grimper les rémunérations ni le mérite des uns et des autres. On emprunte ou on taxe pour redistribuer non plus aux personnes vulnérables ou empêchées, ce qui est l'essence même de la sécurité sociale, mais pour faire grimper artificiellement la rémunération de certaines catégories électoralement nombreuses. On a compris que les « coups de pouces au Smic » ruinaient les entreprises et l'emploi. Alors on donne directement de l'argent public sans impacter de façon trop visible l'entreprise. Cet argent est néanmoins pris quelque part. Soit sur les générations futures, par l'emprunt qu'il faudra bien rembourser un jour, au moins payer les intérêts ; soit sur les « riches » qui sont déjà tondus à zéro et qui, en net après impôts, gagnent désormais souvent moins que les nouveaux « damnés de la terre ». Les « riches » fuient ou cessent d'investir. Mais qu'importe. Personne n'osera plus toucher à ces allocations qui, comme la prime de Noël, la prime de rentrée, ou autres libéralités démagogiques, verront des réclamations éternellement à la hausse que les politiciens professionnels se feront un plaisir de satisfaire dans l'espérance de quelques voix de plus. L'achat de vote est désormais bien installé dans les mœurs.

En France plus des deux tiers des résidents de plus de 18 ans attendent des autres leurs revenus et le financement de leurs frais de santé. Rappelons tout de même les chiffres : 15 millions de retraités en 2016 plus 6 millions de chômeurs, plus 2 millions de personnes ne travaillant pas et vivant d'allocations, soit tout de même 23 millions de personnes ne travaillant pas du tout. Ajoutons presque 6 millions de fonctionnaires et près de 2 millions d'employés des associations financées par

l'argent public, qui dépendent pour tout leur revenu de l'Etat et maintenant 6 millions de « salariés pauvres » pour une parti. A ces 14 millions de personnes il faut ajouter la paysannerie avec ses 30.000 euros de subventions par exploitation, et mille métiers subventionnés de milles façons. Quarante millions de Français adultes en tout ou partie accrochés à la mangeoire publique. Raisonnable ?

Tout cela payé par 200.000 à 1 million de personnes encore un peu prospères ?

Cette France quasi totalement socialisée où le revenu par tête baisse continûment, où l'emploi marchand est aujourd'hui à 15, 848 millions de salariés, soit le même chiffre qu'en 2001 et le tiers du nombre des personnes inactives qui vivent de redistribution, où tous les problèmes s'aggravent, où plus rien ne marche vraiment (c'est de plus en plus le « n'importe quoi généralisé » du fait de l'impossibilité de disposer d'une force de travail compétente, motivée et organisable), où la rue est devenue un égout, cette France s'enfoncé inexorablement, gangrénée par une démagogie (et non par l'esprit gestionnaire, Monsieur Eric Zemmour) tellement cynique qu'elle s'assume comme telle en rigolant et qu'elle touche en cascade tous les échelons de l'Etat.

En fait les politiciens français ne « gèrent » plus rien, parce que la France qu'ils dirigent se ridiculise tous les jours par ses résultats économiques grotesques, parce qu'elle ne pense plus rien, parce qu'elle n'est en pointe sur aucun débat économique, sur aucune querelle d'organisation.

Les prix baissent. Nous sommes donc en déflation, malgré les immenses inondations monétaires de Mario Draghi. Pourquoi ? Silence. L'Allemagne empoche de fabuleux excédents. Tout le monde sait que dans une zone de monnaie unique si un pays accumule des excédents massifs, surtout si la zone est globalement excédentaire, alors des pays doivent avoir des balances hyper déficitaires qui poussent à la déflation. Peut-être quelqu'un, dans ce gouvernement de « gestionnaires » pourrait rappeler que les excédents massifs sont interdits par les statuts du FMI et devraient l'être par ceux de l'Eurozone. Pas un mot. C'est la Commission Européenne qui s'inquiète dans la plus totale impuissance. Où est la France ?

La conjoncture mondiale est partout extrêmement difficile. La valse des monnaies est permanente. Tout est déréglé. En dehors des Etats-Unis et de l'Allemagne, plus quelques pays africains, la crise est partout. La panique est partout. Le FMI finit par corriger ses perspectives de croissance mirobolantes... à la baisse. 2016 sera une année « décevante ». Quel plan d'action ? Quelles propositions de la France ? Quelles propositions du FMI ? Les énormes quantités de monnaies créées par les banques centrales ont réanimé les spéculations, ce qui a profité aux Etats-Unis, qui paient leurs dettes dans leur monnaie. La hausse des intérêts aux Etats-Unis risquent de polariser un peu plus les flux de capitaux flottants, au détriment de tous. Après que l'élan de la petite reprise des affaires exportée par les Etats-Unis se sera évanoui, le risque d'un à-coup conjoncturel de moyenne importance entre juillet 2016 et juillet 2018 devient fort. Qu'elle est la stratégie de la France ?

Bien sûr, on trouve dans l'opposition, notamment du côté de François Fillon, des gens qui pensent économie et redressement.

Ils ont bien compris qu'il fallait agir sur les grandes masses vivant de subventions qui coulent la France. Ils picoreront dans la longue liste des « mesures indispensables » :

- Réduire le nombre des retraités par une hausse importante de l'âge du départ à la retraite et un alignement de tous les régimes sur celui des salariés du privé. Et probablement baisser le niveau des retraites.
- Réduire le nombre des chômeurs en créant un cadre répulsif pour ceux qui veulent profiter du chômage sans véritablement chercher un emploi. Des allocations temporaires, dégressives et plafonnées sont la seule solution.

- Réduire le nombre des fonctionnaires et leur coût. Ce qui suppose des mesures très dures : baisse autoritaire des salaires de tous ceux qui ont eu des croissances de salaire supérieures à la croissance moyenne dans les deux dernières années, suppression du statut de fonctionnaire pour toutes les catégories inférieures à la catégorie A. Plafond d'emplois administratifs dans les régions en fonction des effectifs administrés. Réduction autoritaire des niveaux d'interventions. Suspension du GVT, qui fait croître automatiquement la masse salariale privée. Non indemnisation de l'absentéisme excessif...
- Réduire les transferts sociaux qui sont les plus élevés du monde, notamment en mettant fin à des politiques aussi coûteuses que celle de la mixité sociale où l'on préempte des logements extrêmement coûteux pour y mettre des Roms, des clochards et des réfugiés, ou des copains, ou encore mettre fin au système des intermittents du spectacle, parmi mille autres mesures.
- Supprimer la gratuité du petit risque pour concentrer les paiements mutualisés sur les traitements lourds.
- Revenir sur la subventionnité qui fait que pratiquement tous les secteurs économiques sont accompagnés de subventions publiques : culture, transports, agriculture, journalisme, ...
- Interdire les subventions aux associations de complaisance et réduire au strict nécessaire les financements associatifs inefficaces (exemples : supprimer les Frac ; réorienter la formation professionnelle, etc.).
- ...

Une telle politique est nécessaire mais elle extrêmement dure et touchera nécessairement des personnes et des entreprises qui vivent en symbiose avec l'impôt dans le contexte fiscal et subventionnaire actuel. On a réduit l'enveloppe des ressources allouées aux collectivités locales : on a mis en faillite bien des entreprises des travaux publics ! La grille des emplois résiduels a tellement été tordue par les subventions et les effets fiscaux qu'un redéploiement des effectifs devra s'effectuer en cas de réduction des subventions. Il prendra du temps. Exactement comme en Union Soviétique quand le système s'est effondré. Autant dire qu'une telle action de redressement est politiquement impossible, s'il n'y a pas de croissance globale, en Europe et dans le monde.

La France doit donc avoir une « diplomatie de la prospérité » et abandonner son suivisme exonérateur et râleur actuel. On n'en trouve aucune trace dans les programmes électoraux d'aucun des postulants aux prochaines élections présidentielles. F. Hollande ne peut pas développer une telle diplomatie du fait de sa démagogie ridicule sur le front économique intérieur et de sa dépendance sur le front des actions militaires extérieures (on ne sait même pas fabriquer en nombre suffisant les bombes qu'on envoie sur la Syrie !).

L'accumulation des années « Hollandibilis » rend inexorable à plus ou moins long terme un collapsus de type grec. Mais un redressement brutal sans croissance extérieure imposerait une souffrance importante au pays, souffrance vaine si les dysfonctionnements de la zone Euro et du système monétaire international, causes de la crise, ne sont pas traités. Mais souffrance moindre que celle qu'imposerait aux plus faibles un effondrement économique de type grec. Rappelons que si l'Etat se trouve sans ressources, tous les subventionnés se retrouveront sur le carreau. En même temps que les services publics essentiels.

Alors ?

François Hollande a fait le pari que l'Europe ne saurait accepter la chute de la France, qui effondrerait tout l'édifice européen. Jusqu'ici il n'a pas eu tort : Mario Draghi fournit l'argent de l'insouciance. On évite toutes les réformes de structures et on pratique un « achat de vote » forcé avec l'argent emprunté. La frénésie fiscale ciblée et quelques raboutages de dépenses permettent de

tenir les déficits dans des limites financières au coût actuel du crédit. Mais le moyen terme est ignoré, comme le long terme. La vulnérabilité est constamment aggravée. Au moindre redressement des taux d'intérêt, l'Etat français sera étranglé.

Il fallait profiter des taux très bas pour commencer à casser la machine à subventionner. On fait l'inverse depuis 2012. Obtenir de l'Europe et du G.20 une politique progressive de sortie des erreurs de structures qui ont provoqué le collapsus de 2008 dans le monde et la crise spécifique européenne à partir de 2011, était une vraie nécessité. Le silence est assourdissant.

Sans crise majeure il faudra attendre les élections présidentielles de 2017 pour prendre un virage économique sérieux, ce qui promet dix huit mois de quasi stagnation. Le coût du quinquennat de François Hollande aura été désastreux.

Les Vœux du Président de la République ont été ce que pouvait craindre Eric Zemmour : on a évité de parler de la France et de son identité, c'est vrai. On a félicité les Français, comme la nounou félicite la petite Lulu d'avoir bien mangé sa soupe. Et on a parlé « gestion ».

Mais, une fois de plus, tout était « bidon » : de la soupe de politicien manipulateur ivre des conseils de ses « spin doctors ». Le candidat Hollande a annoncé qu'il obtiendrait une baisse des statistiques du chômage lui permettant de se représenter en mettant 500.000 chômeurs en formation, des centaines de milliers d'autres dans le Service civil, et des centaines de milliers d'autres en apprentissage (que la gauche a rendu quasiment impossible en France). A aucun moment il n'a dit ni le coût ni l'origine des fonds ni le mode d'organisation. Sa seule obsession est électoraliste. Son seul moyen, des financements publics pour des emplois artificiels et précaires. Sans absolument rien réformer.

L'économie réelle, celle où l'on crée de la vraie richesse, de vrais emplois, de vraie carrières, a été encore une fois éliminée du discours politique. Ne parlons pas d'une action extérieure économique.

La France disparaît des écrans radars de l'économie, en même temps que l'économie disparaît des radars des medias. Les seuls commentaires que les medias diffusent se concentrent sur la question grotesque de savoir si le président sortant qui trône sur ce désastre a augmenté ou non ses chances de gagner les prochaines élections présidentielles en tchatchant dans le poste et en mimant l'air du chef de guerre. A croire que les journalistes ont fini par se convaincre que plus aucune réforme économique n'était possible en France : elle toucherait trop de monde. En parler toucherait trop d'auditeurs et tuerait l'audimat. Faudra-t-il en passer, après l'effondrement inévitable, par une période de 10 à 20 ans de galères pour revenir à un semblant de prospérité et de lucidité publique ?

Non M. Zemmour, il n'y a jamais eu de « diktat de l'économie ». Les palinodies politiciennes n'ont jamais fait une politique économique. Nous sommes dans une forme de désert intellectuel et politique tout azimut. Le vrai devoir n'est pas tant de se plaindre que l'économie impose ses urgences, que de constater qu'il n'y a aucun plan économique sérieux, ni en France, ni en Europe ni même dans le monde, alors qu'il y a urgence. Chacun va à la catastrophe en sifflotant. Comme disait Maurice Allais : « ce qui doit arriver arrive ». S'il y a « suicide français », c'est d'abord par l'économie qu'il se commet. S'il y a dislocation de l'Europe, c'est d'abord par l'économie qu'elle se produit. Et si le monde n'est plus coopératif, c'est fondamentalement parce qu'on a aboli toutes les structures obligatoires de coopération économique.

Bonne année 2016 !